

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES
ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 1239

[S-C — 29289]

23 MARS 1992. — Décret ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

SECTION 1^{re}. — Dotation au Conseil de la Communauté française

Dépenses du Ministère de la Culture et des Affaires sociales

Article 1er. Des crédits provisoires à valoir sur les budgets pour l'année budgétaire 1992 sont ouverts du 1^{er} avril 1992 au 30 juin 1992, à savoir (en milliers de francs) :

| | |
|--|-----------|
| Dotation au Conseil de la Communauté française : | 47 800 |
| Dépenses courantes : | |
| Ministère de la Culture et des Affaires sociales : | |
| a) Dépenses courantes : | 8 900 200 |
| b) Dépenses de capital : | |
| — crédits non dissociés : | 646 900 |
| — crédits d'engagement : | 356 400 |
| — crédits d'ordonnancement : | 301 600 |

Art. 2. A l'intervention du Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, des dépenses à charge d'un nouvel article 41.04.21 de la section 52 (dotation à l'Agence pour la prévention du Sida) peuvent être engagées, ordonnancées et liquidées à concurrence de 25 000 000 de francs, durant le deuxième trimestre de l'année budgétaire 1992.

Art. 3. A l'intervention du Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, le Fonds de constructions d'institutions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre en charge des engagements durant le deuxième trimestre de l'année budgétaire 1992, pour un montant de 232 500 000 francs destinés aux engagements fractionnés par lots.

Art. 4. A l'intervention du Ministre qui a la politique de l'Aide sociale dans ses attributions, le Fonds de constructions d'institutions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre en charge des engagements durant le deuxième trimestre de l'année budgétaire 1992, pour un montant de 30 000 000 de francs destinés aux engagements fractionnés par lots.

Art. 5. A l'intervention du Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, le Fonds de constructions d'institutions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des interventions prévues à l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973 modifiant celle du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Ces engagements pourront porter durant le deuxième trimestre de l'année budgétaire 1992 sur un volume de prêts ne dépassant pas 200 000 000 de francs.

Art. 6. Le Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions est autorisé à prendre, au nom de la Communauté française, l'engagement de payer, à l'échéance aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à son haut contrôle.

Ces engagements pourront porter durant le deuxième trimestre de l'année budgétaire 1992 sur un volume de prêts ne dépassant pas 20 000 000 de francs (maisonnettes pour personnes âgées et crèches).

Art. 7. Le Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions est autorisé à contracter, auprès du Crédit communal de Belgique, au nom de la Communauté française, et pour le compte de l'hôpital psychiatrique de la Communauté française « Les Marronniers » à Tournai, un crédit pour un montant maximum de 200 000 000 de francs, et pour le compte de l'hôpital « Chêne aux Haies » à Mons, un crédit pour un montant maximum de 200 000 000 de francs, afin d'assurer le préfinancement des frais de fonctionnement des hôpitaux précités durant le deuxième trimestre de l'année budgétaire 1992.

Les intérêts de ce crédit seront incorporés dans le prix de la journée d'hospitalisation de l'hôpital.

Art. 8. A l'intervention du Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, nonobstant l'article précédent, le Fonds de constructions d'institutions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, pour des sommes équivalant à 40 p.c. du prix des travaux effectués aux hôpitaux psychiatriques de Mons et Tournai.

Ces engagements pourront porter sur un volume de prêts ne dépassant pas 32 500 000 francs pour le deuxième trimestre de l'année budgétaire 1992.

(1) Session extraordinaire de 1992 :

Documents du Conseil. N^{os} 20, n^o 1 : Projet de décret; n^o 2 : Rapport; n^o 3 : Amendement.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 20 mars 1992.

Art. 9. A l'intervention du Ministre dont le crédit relève, des dépenses à charge respectivement des articles 12.07.11, « frais de premier établissement et de réappropriation du Cabinet », et des articles nouveaux 74.02.11 « frais de premier établissement et informatisation du Cabinet », sections 01, 02 et 03, partie II, titre II, peuvent être engagées, ordonnancées et liquidées à concurrence des montants suivants :

Titre I :

Section 01; article 12.07.11 : 1 500 000 francs.

Section 02; article 12.07.11 : 1 200 000 francs.

Section 03; article 12.07.11 : 2 600 000 francs.

Titre II, partie II :

Section 01; article 74.02.11 : 8 000 000 francs.

Section 02; article 74.02.11 : 3 500 000 francs.

Section 03; article 74.02.11 : 1 200 000 francs.

Art. 10. Il est créé à la section particulière du budget — Secteur Secrétariat général — un article 60.04.A — subventionnement des centres de vacances. Cet article prend en charge les dépenses afférentes au subventionnement des centres précités. Il est alimenté par l'Office de la Naissance et de l'Enfance à raison de 11 400 000 francs, par le secteur Santé, article 33.06.21 de la section 52, titre I, créé par la délibération budgétaire du 15 octobre 1991, à concurrence de 6 000 000 de francs, par le secteur Sport et Tourisme, articles 33.01.11, 33.01.12 et 33.01.13, section 73, titre I, à concurrence de 15 800 000 francs, par le secteur Culture et Communication (Jeunesse), article 33.03.11, section 64, titre I, à concurrence de 4 000 000 de francs.

Art. 11. Le solde disponible au 31 décembre 1991 de l'article 33.06.21 de la section 52, titre I, peut être effectué à concurrence de 6 000 000 de francs à l'article 60.04.A — secteur Secrétariat général — de la section particulière.

SECTION II. — Dépenses du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation

Art. 12. Des crédits provisoires à valoir sur les budgets pour l'année 1992 sont ouverts du 1er avril 1992 au 30 juin 1992, à savoir (en milliers de francs) :

| | |
|----------------------------|------------|
| Crédits non dissociés : | 37 539 900 |
| Crédits d'engagement : | 96 100 |
| Crédits d'ordonnancement : | 87 300 |

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 13. Par dérogation à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier est fixé pour l'année scolaire 1991-1992, sauf nouvelle disposition décrétales à cet égard, au montant accordé pour l'année scolaire 1988-1989 tel qu'il a été établi sur base de l'article 7 de la loi portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 1er août 1988 augmenté de 2,5 p.c.

Par dérogation à l'article 52, c) et d) de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le montant des subventions est fixé pour l'année scolaire 1991-1992, sauf nouvelle disposition décrétales à cet égard, au montant accordé pour l'année scolaire 1988-1989, tel qu'il a été établi sur base de l'article 10 de la loi portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 1er août 1988 augmenté de 2,5 p.c.

Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté autres qu'universitaires sont augmentés de 2,5 p.c.

Art. 14. Le coût forfaitaire, par étudiant, dans les orientations d'études mentionnées par la loi du 25 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est fixé au coût forfaitaire de 1991 augmenté de 2,5 p.c.

Art. 15. A l'intervention du Ministre dont le crédit relève, des dépenses à charge respectivement de l'article 12.07, « frais de premier établissement du Cabinet », section 02, titre I, et des articles nouveaux 74.02 « frais de premier établissement et informatisation du Cabinet », sections 01 et 02, partie II, titre II, peuvent être engagées, ordonnancées et liquidées à concurrence des montants suivants :

Titre I :

Section 02; article 12.07 : 700 000 francs.

Titre II, partie II :

Section 01; article 74.02 : 3 500 000 francs.

Section 02; article 74.02 : 5 300 000 francs.

Dispositions particulières relatives aux dépenses de capital

Art. 16. Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi d'11 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes au 31 décembre 1991 des crédits inscrits aux articles énumérés ci-après, sont reportés à l'année budgétaire 1992 et ajoutés aux nouveaux crédits pour les articles correspondants des budgets de la Communauté française pour 1992.

Tableau 2 :

Titre II : Dépenses de capital.

Secteur : Infrastructure — Constructions.

Section 38 : articles 72.81.12 et 61.51.11.

Art. 17. La dérogation visée à l'article précédent s'applique également aux soldes disponibles en report au 31 décembre 1991 sur les articles ci-dessous :

Tableau 2 :

Titre II : Dépenses de capital.

Secteur : Infrastructure — Constructions.

Section 38 : articles 72.81.12 et 61.51.11.

TITRE IV. — *Section particulière*

Art. 18. L'article 60.57.A du budget de 1991 relatif au Fonds des investissements immobiliers universitaires devient désormais le 60.57.B. Les moyens repris à l'article d'alimentation 01.01.18 de la section 54 du budget de 1991 sont directement virés à l'article 60.57.B. L'article 10 du dispositif du décret budgétaire de 1991 relatif au même objet n'est plus d'application.

Art. 19. Il est créé à la Section particulière, chapitre II, du présent budget l'article suivant : article 66.24.A Fonds Wernaers destiné à l'affectation de recettes provenant du rapport de biens mobiliers et immobiliers permettant à des étudiants dans le domaine des études comptables et musicales soit de continuer leurs études, soit de bénéficier de l'octroi d'un prix annuel.

Art. 20. Il est créé à la Section particulière, chapitre III, du présent budget un article 66.55.B qui est alimenté par le produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège.

Cette recette est affectée à l'octroi d'une subvention au Centre précité.

Art. 21. Il est créé à la Section particulière, chapitre III, du présent budget les articles 66.58.B, 66.57.B, 66.58.B, en vue de l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de Promotion sociale de la Communauté, officiels subventionnés et libres subventionnés dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16 avril 1991.

Autres dispositions

Art. 22. Les dispositions relatives à l'octroi de titres-repas définies à l'article 33 du dispositif du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française, Dépenses d'Education, d'Enseignement, de Recherche, de Constructions scolaires et universitaires, de Formation et Dépenses culturelles d'Education de 1991, sont maintenues en 1992 sous réserve des dispositions que l'Exécutif est habilité à prendre dans le cadre de modifications du régime des allocations de fin d'année.

Art. 23. L'Exécutif est habilité à prendre les mesures nécessaires à l'exécution des conventions sectorielle et intersectorielle de programmation sociale conclues au cours de l'année 1991 et des accords qui en découlent en ce compris les matières relatives aux biens immobiliers et aux investissements des universités ainsi qu'à leur financement par la voie d'un emprunt d'un montant de 6,5 milliards de francs dont le produit a été versé à l'article 66.59.B de la section particulière, à partir duquel la répartition a été effectuée.

Art. 24. Les subventions octroyées à charge des crédits inscrits à l'article 41.09 de la section 87 du budget peuvent couvrir des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement.

Le solde du crédit disponible au 31 décembre 1991 est reporté au budget de l'année 1992 pour y être affecté à des dépenses de l'année 1992 ou des années antérieures mais postérieures au 1er janvier 1989.

Le solde du crédit disponible au 31 décembre 1990 à l'article 41.11 de la section 87 est reporté au budget de l'année 1991 pour y être affecté à des dépenses de l'année 1991 ou des années antérieures mais postérieures au 1er janvier 1989.

Le solde disponible sur le même article au 31 décembre 1991 est reporté au budget de 1992 dans les mêmes conditions.

Art. 25. Les crédits non dissociés prévus à l'article 01.20.30 de la section 54 — Dépenses courantes — servent à couvrir des dépenses relatives à des exercices antérieurs et supportées par l'Université de Liège. Le solde disponible au 31 décembre 1991 sera reporté à l'année ultérieure afin de faire face à des dépenses de même nature.

Art. 26. Les soldes disponibles après paiement des subventions de fonctionnement aux établissements de promotion sociale pour l'année scolaire 1989-1990 respectivement sur les articles 43.23.40 et 44.23.60 de la section 56 du budget de 1990 peuvent être reportés au budget de 1992 pour être affectés au paiement de subventions de fonctionnement relatives à l'année budgétaire 1989.

SECTION III. — *Dispositions générales et financières*

Art. 27. En attendant la mise en vigueur de la loi visée à l'article 50, § 2, de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, les dispositions de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, telles qu'en vigueur au 1er janvier 1989, restent d'application aux budgets de la Communauté française.

Art. 28. Pour la période considérée, les crédits sont ouverts à concurrence de trois douzièmes pour chaque article, sans préjudice de l'application de la disposition inscrite à l'article 29. Dans le respect des montants fixés par les articles 1^{er} et 12, l'Exécutif définit les conditions des dérogations justifiées par des obligations légales, réglementaires et contractuelles. Ces conditions sont d'application au 1er janvier 1992.

Art. 29. Restent disponibles durant le deuxième trimestre de l'année budgétaire 1992, les soldes non utilisés des crédits provisoires et des autorisations d'engagement ouverts par le décret du 15 octobre 1991.

Art. 30. Sauf dérogation prévue par le présent décret, les crédits provisoires ne peuvent être affectés à des dépenses courantes et à des dépenses en capital non autorisées antérieurement par le Conseil de la Communauté française.

Art. 31. Sauf dispositions particulières et à l'exception de l'article 38 du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991, de l'article 29 du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 — Dépenses d'Education, d'Enseignement, de Recherche, de Constructions scolaires et universitaires, de Formation et Dépenses culturelles de l'Education, et de l'article 21 du décret du 24 décembre 1990 contenant l'ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990 — Dépenses d'Education, de Recherche et de Formation, les articles des dispositifs des décrets contenant l'ajustement des budgets de la Communauté française de l'année budgétaire 1990, et contenant les budgets de la Communauté française de l'année budgétaire 1991, restent d'application pendant la période pour laquelle les crédits provisoires sont accordés. Les dispositions reprises sous les articles 2 et 3 du décret contenant l'ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990 et sous les articles 12, 19 et 20 du décret du 24 décembre 1990 contenant l'ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990 — Dépenses d'Education, de Recherche et de Formation, sont applicables aux soldes apparaissant au 31 décembre 1991 sur les crédits visés par ces articles. Les dispositions de l'article 5 de ce dernier décret s'appliquent au budget de 1991.

Art. 32. L'Exécutif est autorisé à percevoir les recettes provenant de l'Etat dans le cadre de l'application de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989 ainsi que les recettes provenant de l'exercice de ses compétences.

Art. 33. Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est autorisé à couvrir par des emprunts, des découverts éventuels de trésorerie, notamment dans le cadre des dispositions de l'article 49 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. Le Trésor est autorisé à accorder des avances aux comptes financiers destinés au paiement des dépenses de rémunérations des hôpitaux psychiatriques de la Communauté française et à ceux prenant en charge les rémunérations des contractuels subventionnés, en cas de position débitrice de ces comptes.

Art. 34. Le présent décret entre en vigueur à la date de sa sanction par l'Exécutif.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 mars 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

M. DE GALAN

Annexe

Crédits et autorisations d'engagement
octroyés dans le cadre des crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française
pour l'année budgétaire 1992

| | Disponibles jusqu'au 31 mars 1992 | (en milliers de francs) Disponibles jusqu'au 30 juin 1992 |
|---|--------------------------------------|--|
| 1. Crédits : | | |
| — Dotations au Conseil de la Communauté française : | | |
| Dépenses courantes | 47 800 | 95 600 |
| — Ministère de la Culture et des Affaires sociales : | | |
| a) Dépenses courantes | 8 990 200 | 17 980 400 |
| b) Dépenses de capital : | | |
| — crédits non dissociés | 646 900 | 1 293 800 |
| — crédits d'engagement | 356 400 | 712 800 |
| — crédits d'ordonnancement | 301 600 | 603 200 |
| — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation : | | |
| — crédits non dissociés | 50 053 200 | 87 593 100 |
| — crédits d'engagement | 128 200 | 224 300 |
| — crédits d'ordonnancement | 116 300 | 203 600 |
| 2. Autorisations d'engagement : | | |
| — Ministère de la Culture et des Affaires sociales : | | |
| Article 3 | 232 500 | 465 000 |
| Article 4 | 30 000 | 60 000 |
| Article 5 | 200 000 | 400 000 |
| Article 6 | 20 000 | 40 000 |
| Article 7 : | | |
| Tournai | 200 000 | 200 000 |
| Mons | 200 000 | 200 000 |
| Article 8 | 32 500 | 65 000 |

VERTALING

—
MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING
 —

N. 92 — 1239

[S-C — 29289]

—
23 MAART 1992. — Decreet waarbij voorlopige kredieten worden geopend
die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992 (1)
 —

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

SECTIE I. — Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap

Uitgaven van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

Artikel 1. Van 1 april 1992 tot 30 juni 1992 worden voorlopige kredieten geopend die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992, te weten (in duizendtallen frank) :

| | |
|--|-----------|
| Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap : | |
| Lopende uitgaven | 47 800 |
| Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken : | |
| a) Lopende uitgaven | 8 990 200 |
| b) Kapitaaluitgaven : | |
| — niet-gesplitste kredieten | 646 900 |
| — vastleggingskredieten | 356 400 |
| — ordonnanceringskredieten | 301 600 |

Art. 2. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, kunnen er tijdens het tweede trimester van het begrotingsjaar 1992 uitgaven ten laste van een nieuw artikel 41.04.21 van sectie 52 (dotatie aan het Bureau voor de AIDS-preventie) vastgelegd, geordonneerd en uitbetaald worden ten belope van 25 000 000 frank.

Art. 3. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd om tijdens het tweede trimester van het begrotingsjaar 1992 vastleggingen ten bedrage van 232 500 000 frank te verrichten, bestemd voor de in loten opgesplitste vastleggingen.

Art. 4. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het beleid inzake Maatschappelijke Hulpverlening behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd om tijdens het tweede trimester van het begrotingsjaar 1992 vastleggingen ten bedrage van 30 000 000 frank te verrichten, bestemd voor de in loten opgesplitste vastleggingen.

Art. 5. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximum dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van die van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Deze vastleggingen kunnen voor het tweede trimester van het begrotingsjaar 1992 leningen betreffen waarvan het totaal volume 200 000 000 frank niet overschrijdt.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt ertoe gemachtigd, namens de Franse Gemeenschap, de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, aan de gewestelijke en plaatselijke overheidsbesturen, van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximum dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte overheidsbesturen voor de uitvoering van werken die onder zijn hoog toezicht staan.

Deze vastleggingen kunnen voor het tweede trimester van het begrotingsjaar 1992 leningen betreffen waarvan het totaal volume 20 000 000 frank niet overschrijdt (huisjes voor bejaarden en kinderdagverblijven).

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt ertoe gemachtigd, bij het Gemeentekrediet van België, namens de Franse Gemeenschap en voor rekening van het psychiatrisch ziekenhuis van de Franse Gemeenschap « Les Marronniers » te Doornik, een kredietopening aan te gaan voor een maximaal bedrag van 200 000 000 frank, en voor rekening van het ziekenhuis « Chênes aux Haies » te Bergen, een kredietopening voor een maximaal bedrag van 200 000 000 frank, om de vooruitfinanciering van de werkingskosten van voornoemde ziekenhuizen te verzekeren voor het tweede trimester van het begrotingsjaar 1992.

De intresten van die kredietopening zullen opgenomen worden in de prijs van de verpleegdag in het ziekenhuis.

Art. 8. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap, niettegenstaande het vorig artikel, ertoe gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximum twintig jaar, van leningen toegestaan door het Gemeentekrediet van België, voor bedragen gelijk aan 40 pct. van de prijs voor de bouwwerken die verricht werden aan de psychiatrische ziekenhuizen van Doornik en Bergen.

Deze vastleggingen kunnen voor het tweede trimester van het begrotingsjaar 1992 leningen betreffen waarvan het totaal volume 32 500 000 frank niet overschrijdt.

(1) *Buitengewone zitting 1992 :*

Stukken van de Raad. Nr. 20, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nr. 3 : Amendement.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van 20 maart 1992.

Art. 9. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Krediet behoort, kunnen uitgaven ten laste van respectievelijk artikel 12.07.11 « Kosten van eerste instelling en wederinrichting van het Kabinet » en van de nieuwe artikelen 74.02.11 « Kosten van eerste instelling en informatisering van het Kabinet », secties 01, 02 en 03, deel II, titel II vastgelegd, geordonnanceerd en uitbetaald worden ten belope van de volgende bedragen :

Titel I :

Sectie 01; artikel 12.07.11 : 1 500 000 frank.

Sectie 02; artikel 12.07.11 : 1 200 000 frank.

Sectie 03; artikel 12.07.11 : 2 600 000 frank.

Titel II, deel II :

Sectie 01; artikel 74.02.11 : 8 000 000 frank.

Sectie 02; artikel 74.02.11 : 3 500 000 frank.

Sectie 03; artikel 74.02.11 : 1 200 000 frank.

Art. 10. In de afzonderlijke sectie van de begroting, Sector Secretariaat-Generaal, wordt een artikel 60.04.A — *Betoelaging van de vakantiecentra* —, ingevoegd. De uitgaven met betrekking tot de betoelaging van voormelde centra vallen ten laste van dit artikel. Het wordt gestijfd door de « Office national de la Naissance et de l'Enfance » naar rata van 11 400 000 frank, door de sector Gezondheid, artikel 33.06.21 van sectie 52, titel I, opgericht na de beraadslaging van 15 oktober 1991 over de begroting, ten belope van 6 000 000 frank, door de sector Sport en Toerisme, artikelen 33.01.11, 33.01.12 en 33.01.13, sectie 73, titel I, ten belope van 15 800 000 frank, door de sector Cultuur en Communicatie (Jeugd), artikel 33.03.11, sectie 64, titel I, ten belope van 4 000 000 frank.

Het saldo beschikbaar op 31 december 1991 van artikel 33.06.21 van sectie 52, titel I, kan worden bestemd ten belope van 16 000 000 frank voor artikel 60.04.A, Sector Secretariaat-Generaal, van de afzonderlijke sectie.

SECTIE II. — *Uitgaven van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming*

Art. 12. Voorlopige kredieten die in mindering komen van de begrotingen voor het jaar 1992 worden vanaf 1 april 1992 tot 30 juni 1992 geopend, te weten (in duizendtallen frank) :

| | |
|---------------------------|------------|
| Niet-gesplitste kredieten | 37 539 900 |
| Vastleggingskredieten | 96 100 |
| Ordonnanceringskredieten | 87 300 |

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 13. In afwijking van artikel 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959, wordt het bedrag voor de werkings-toelagen toegekend per regelmatige leerling voor het schooljaar 1991-1992, behoudens nieuwe decreetbepaling terzake, vastgelegd op het bedrag toegekend voor het schooljaar 1988-1989 zoals het werd berekend op grond van artikel 7 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen ter zake van onderwijs, verhoogd met 2,5 pct.

In afwijking van artikel 52, c en d, van het organiek koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt het bedrag van de toelagen voor het schooljaar 1991-1992, behoudens nieuwe decreetbepaling terzake, vastgelegd op het bedrag toegekend voor het schooljaar 1988-1989, zoals het werd berekend op grond van artikel 7 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen ter zake van onderwijs, verhoogd met 2,5 pct.

De kredieten voor de werking van de scholen en de onderwijsinstellingen van de Gemeenschap, met uitzondering van de universiteiten, worden verhoogd met 2,5 pct.

Art. 14. De forfaitaire kostprijs per student in de studierichtingen bedoeld bij de wet van 25 juli 1971 op de financiering en de controle op de universitaire instellingen wordt vastgesteld op de forfaitaire kostprijs van 1991, verhoogd met 2,5 pct.

Art. 15. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Krediet behoort, kunnen uitgaven ten laste van respectievelijk artikel 12.07. « Kosten van eerste instelling van het Kabinet » en van de nieuwe artikelen 74.02. « Kosten van eerste instelling en informatisering van het Kabinet », secties 01 en 02, deel II, titel II, vastgelegd, geordonnanceerd en uitbetaald worden ten belope van de volgende bedragen :

Titel I :

Sectie 02; artikel 12.07 : 700 000 frank.

Titel II, deel II :

Sectie 01; artikel 74.02 : 3 500 000 frank

Sectie 02; artikel 74.02 : 5 300 000 frank.

Bijzondere bepalingen betreffende de kapitaaluitgaven

Art. 16. In afwijking van de bepalingen van artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986 tot wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, worden de saldi op 31 december 1991 van de kredieten geboekt op de hierna vermelde artikelen overgedragen naar het begrotingsjaar 1992 en gevoegd bij de nieuwe kredieten voor de overeenstemmende artikelen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor 1992 :

Tabel 2 :

Titel II : Kapitaaluitgaven.

Sector : Infrastructures-Bouwwerken.

Sectie 38 : Artikelen 72.81.12 en 61.51.11.

Art. 17. De afwijking bedoeld in het vorig artikel is eveneens van toepassing op de beschikbare saldi die op 31 december 1991 naar de hierna vermelde artikelen overgedragen worden :

Tabel 2 :

Titel II : Kapitaaluitgaven

Sector : Infrastructuur-Bouwwerken

Sectie 38 : Artikelen 72.81.12 en 61.51.11.

TITEL IV. — *Afzonderlijke sectie*

Art. 18. Artikel 60.57.A van de begroting van 1991 betreffende het Gebouwenfonds voor de universiteiten wordt voortaan artikel 60.57.B.

De middelen voorzien in het stijvingsartikel 01.01.18 van sectie 54 van de begroting 1991 worden rechtstreeks overgedragen naar artikel 60.57.B. Artikel 10 van het bepalend gedeelte van het begrotingsdecreet van 1991 over hetzelfde onderwerp is niet meer van toepassing.

Art. 19. In de Afzonderlijke Sectie, hoofdstuk II, van deze begroting wordt het volgend artikel ingevoegd :

Artikel 66.24.A Wernaersfonds bestemd voor de bestemming van de ontvangsten voortvloeiend uit de opbrengst van roerende en onroerende goederen die aan studenten die comptabiliteits- en muziekstudies volgen de mogelijkheid biedt ofwel hun studies voort te zetten, ofwel een jaarlijkse prijs te bekomen.

Art. 20. In de Afzonderlijke Sectie, hoofdstuk III, van deze begroting wordt een artikel 66.55.B ingevoegd dat gestijfd wordt door de opbrengst van het huurgeld dat betaald wordt voor het bezetten van de gebouwen van de Gemeenschap door het « Centre hospitalier universitaire de Liège ».

Deze ontvangst is bestemd voor de toekenning van een toelage aan voormeld centrum.

Art. 21. In de Afzonderlijke Sectie, hoofdstuk II, van deze begroting worden de artikelen 66.56.B, 66.57.B, 66.58.B ingevoegd met het oog op de bestemming van de ontvangsten van de officiële en vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen voor sociale promotie van de Gemeenschap in het kader van de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie.

Andere bepalingen

Art. 22. De bepalingen betreffende de toekenning van maaltijdchecks omschreven in artikel 33 van het bepalend gedeelte van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap — Uitgaven voor Opvoeding, Onderwijs, Onderzoek, School- en Universitaire gebouwen, Opleiding en Culturele Uitgaven voor Opvoeding in 1991 — worden in 1992 behouden, met voorbehoud van de bepalingen die de Executieve gemachtigd is te nemen in het kader van wijzigingen aan het stelsel van de eindejaarstoelagen.

Art. 23. De Executieve is ertoe gemachtigd de nodige schikkingen te treffen voor het uitvoeren van de sectoriële en intersectoriële overeenkomsten inzake sociale programmering, gesloten in de loop van 1991 en de akkoorden die eruit voortvloeien met inbegrip van de materies betreffende de onroerende goederen en de investeringen van de universiteiten alsook hun financiering door een lening voor een bedrag van 6,5 miljard frank waarvan de opbrengst werd overgedragen naar artikel 66.59.B van de afzonderlijke sectie van waaruit de verdeling werd uitgevoerd.

Art. 24. De toelagen toegekend ten laste van de kredieten ingeschreven op artikel 41.09 van sectie 87 van de begroting kunnen personeels-, werkings- en uitrustingsuitgaven dekken.

Het saldo van het per 31 december 1991 beschikbaar krediet wordt overgedragen naar de begroting van 1992 om bestemd te worden voor uitgaven van 1992 of van vorige jaren, maar na 1 januari 1989.

Het saldo van het per 31 december 1990 beschikbaar krediet op artikel 41.11 van de sectie 87 wordt overgedragen naar de begroting van 1991 om bestemd te worden voor uitgaven van 1991 of van vorige jaren, maar na 1 januari 1989.

Het saldo beschikbaar op hetzelfde artikel per 31 december 1991 wordt overgedragen naar de begroting 1992 onder dezelfde voorwaarden.

Art. 25. De niet-gesplitste kredieten voorzien in artikel 01.20.30 van sectie 54 — Lopende uitgaven — dienen tot het dekken van de uitgaven van vorige dienstjaren en worden door de Universiteit van Luik gedragen. Het beschikbaar saldo per 31 december 1991 wordt naar het volgende jaar overgedragen om uitgaven van dezelfde aard op te vangen.

Art. 26. De saldi beschikbaar na de betaling van de werkingstoelagen aan de instellingen voor sociale promotie voor het schooljaar 1989-1990 respectievelijk op de artikelen 43.23.40 en 44.23.00 van sectie 56 van de begroting 1990, kunnen overgedragen worden naar de begroting 1992 om bestemd te worden voor de betaling van werkingstoelagen voor het begrotingsjaar 1989.

SECTIE III. — *Algemene en financiële bepalingen*

Art. 27. In afwachting van de inwerkingtreding van de wet bedoeld in artikel 50, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, blijven de bepalingen van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, zoals zij van kracht waren op 1 januari 1989, van toepassing op de begrotingen van de Franse Gemeenschap.

Art. 28. Wat de in aanmerking genomen periode betreft, worden de kredieten geopend ten belope van drie twaalfden voor elk artikel, onverminderd de toepassing van de bepaling vermeld onder artikel 29. Met inachtneming van de bedragen bepaald bij de artikelen 1 en 12, stelt de Executieve de voorwaarden voor de afwijkingen vast, die verantwoord zijn door wettelijke, reglementaire en contractuele bepalingen. Deze voorwaarden zijn van toepassing op 1 januari 1992.

Art. 29. De niet-gebruikte saldi van de voorlopige kredieten en van de vastleggingstoelagen geopend door het decreet van 15 oktober 1991 blijven beschikbaar tijdens het tweede trimester van het begrotingsjaar 1992.

Art. 30. Behoudens afwijking voorzien bij dit decreet kunnen de voorlopige kredieten niet worden bestemd voor lopende uitgaven en kapitaaluitgaven die door de Raad van de Franse Gemeenschap niet voorafgaandelijk werden toegelaten.

Art. 31. Behoudens bijzondere bepalingen en met uitzondering van artikel 38 van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991, van artikel 29 van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991 — Uitgaven voor Opvoeding, Onderwijs, Onderzoek, School- en Universitaire gebouwen, Opleiding en Culturele Uitgaven voor Opvoeding — en van artikel 21 van het decreet van 24 december 1990 houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990 — Uitgaven voor Opvoeding, Onderzoek en Vorming — blijven de artikelen van de bepalende gedeeltes van de decreten houdende aanpassing van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990 en houdende de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991, van toepassing gedurende de periode waarvoor de voorlopige kredieten worden toegekend. De bepalingen vermeld in de artikelen 2 en 3 van het decreet houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990 en in de

artikelen 12, 19 en 20 van het decreet van 24 december 1990 houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990 — Uitgaven voor Opvoeding, Onderzoek en Vorming — zijn toepasselijk op de saidi per 31 december 1991 van de bij deze artikelen bedoelde kredieten. De bepalingen van artikel 5 van dit decreet zijn van toepassing op de begroting van 1991.

Art. 32. De Executieve is ertoe gemachtigd de ontvangsten te innen die van de Staat komen in het kader van de toepassing van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten alsook de ontvangsten voortvloeiend uit de uitoefening van haar bevoegdheden.

Art. 33. De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is ertoe gemachtigd door leningen eventuele tekorten van de schatkist te dekken, inzonderheid in het kader van de bepalingen van artikel 49 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. De Schatkist is ertoe gemachtigd voorschotten toe te kennen aan de financiële rekeningen voor de betaling van de bezoldigingsuitgaven van de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap en aan de rekeningen waarop de bezoldigingen van de gesubsidieerde contractuelen ten laste worden genomen wanneer deze rekeningen een debet vertonen.

Art. 34. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het door de Executieve bekrachtigd wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 maart 1992

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

M. DE GALAN

Bijlage

Kredieten en vastleggingstoelatingen toegekend in het kader van de voorlopige kredieten die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992

| | Beschikbaar tot 31 maart 1992 | (in duizendtallen frank) Beschikbaar tot 30 juni 1992 |
|--|-------------------------------|--|
| 1. Kredieten : | | |
| — Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap : | | |
| Lopende uitgaven | 47 800 | 95 600 |
| — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken : | | |
| a) Lopende uitgaven | 8 990 200 | 17 980 400 |
| b) Kapitaaluitgaven : | | |
| — niet-gesplitste kredieten | 646 900 | 1 293 800 |
| — vastleggingskredieten | 356 400 | 712 800 |
| — ordonnanceringskredieten | 301 600 | 603 200 |
| — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming : | | |
| — niet gesplitste kredieten | 50 053 200 | 87 593 100 |
| — vastleggingskredieten | 128 200 | 224 300 |
| — ordonnanceringskredieten | 116 300 | 203 800 |
| 2. Vastleggingstoelatingen : | | |
| — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken : | | |
| Artikel 3 | 232 500 | 405 000 |
| Artikel 4 | 30 000 | 60 000 |
| Artikel 5 | 200 000 | 400 000 |
| Artikel 6 | 20 000 | 40 000 |
| Artikel 7 : | | |
| Doornik | 200 000 | 200 000 |
| Bergen | 200 000 | 200 000 |
| Artikel 8 | 32 500 | 65 000 |